

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

26^{ème} année - N°5130 - Mercredi 27 Mai 2026 - Prix : 200 Fc

ÉTAT DE SANTÉ DE SAMBI :

Son fils aîné dépêché à son chevet



ANNONCE IMMOBILIERE

Particulier vend **5 parcelles de terrain immatriculées** aux Comores.

Mitsamiouli Iraladjou à 4 min à pied de la plage de Maloudja :
541m2 - 49€/m2

Mitsamiouli Galawa à 200m du NAYA LODGE, à 2 min à pied de la plage de Galawa beach
: **1.500m2 - 60€/m2**

Dzahani la Tsidje dans les hauteurs de Moroni et vue panoramique sur l'océan.
-> **1.200m2 - 49€/m2** / -> **2.492m2 - 49€/m2**

Mohéli Nioumachoua en face des Îlots classés au patrimoine mondial et mitoyenne du Laka-Lodge : **4.000m2 - 49€/m2**

Contact whatsapp : +269 333 21 02

AGRICULTURE :

Renforcer les capacités de production et transformation des produits agricoles

Ce lundi 25 mai à Itsandra Mdjini, a eu lieu la cérémonie de lancement du projet « Programme intégré de renforcement des capacités de transformation et de mise aux normes sanitaires d'un atelier de la filière à Ngazidja ». Financé par l'AFD dans le cadre du projet Facilité Emploi 2, ce programme porté par le Carrefour des Jeunes Auto-Promoteurs (CJAP) a pour objectif de renforcer les capacités de production et de mettre aux normes un atelier de transformation des produits agricoles à Itsandra Mdjini, afin de consolider durablement son activité économique et les revenus des bénéficiaires.

"C"ette cérémonie marque une étape historique dans le parcours du Carrefour des Jeunes Auto-Promoteurs, mais aussi un signal fort pour la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, la valorisation des ressources locales et la création d'emplois durables aux Comores », a déclaré Nassia Ali, présidente du CJAP. Elle a rappelé

que le Carrefour des Jeunes Auto-Promoteurs est né le 13 mai 2018 à Itsandra Mdjini, grâce à la volonté de 17 jeunes convaincus qu'il était possible de créer des opportunités économiques locales par le travail, l'innovation et la solidarité. Aujourd'hui, la coopérative compte 34 membres engagés autour d'une mission de promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes à travers l'accompagnement technique et financier de projets individuels et collectifs à fort impact social.

« Nous avons organisé un forum des métiers dans le secteur agroalimentaire avec le soutien de la société Mouhsine Farm, en partenariat avec l'UCCIA et l'APBEF, afin de promouvoir les opportunités d'investissement dans la transformation agricole. Le 20 février 2019, nous avons inauguré une agence de services de proximité à Itsandra Mdjini, créant quatre emplois directs et facilitant l'accès de la population à plusieurs services financiers et numériques grâce à nos partenaires MCTV, SONELEC et MEDIA+. D'autres réalisations ont également été accomplies », a-t-elle ajouté. «



Grâce à ce programme, notre atelier ambitionne d'atteindre une capacité de transformation de 1 à 2 tonnes de fruits par jour, pour une production pouvant atteindre 3 000 litres de jus quotidiennement. Les produits transformés concernent notamment la mangue, la goyave, l'ananas, l'orange, la papaye ainsi que d'autres fruits locaux. Le projet couvrira 25 localités réparties dans sept régions de Ngazidja. Notre ambition est simple : transformer

localement nos richesses agricoles, créer des emplois dignes et participer à la construction d'une économie comorienne plus forte, plus inclusive et plus durable », a-t-elle conclu.

« Avec un financement de 116 millions de francs comoriens apporté par Facilité Emploi 2, ce projet illustre parfaitement notre volonté commune de soutenir des initiatives créatrices d'emplois durables, de revenus et d'opportunités pour les

jeunes et les femmes. Le choix de soutenir la filière de transformation des fruits est particulièrement pertinent », a indiqué Hassani Malik, coordinateur du projet Facilité Emploi 2. Il a poursuivi « notre pays dispose d'un potentiel agricole important, mais une grande partie de notre production reste encore insuffisamment transformée et valorisée. Trop souvent, les pertes post-récolte réduisent les revenus des producteurs et limitent les possibilités de création de valeur locale. À travers ce projet, nous faisons le choix de renforcer une chaîne de valeur porteuse d'avenir. Nous faisons le choix de soutenir la transformation locale, la qualité sanitaire, l'innovation, mais aussi l'entrepreneuriat des jeunes ». Pour conclure, il a souligné qu'au-delà des équipements et des infrastructures, ce projet investit surtout dans les compétences humaines. Des recrutements sont prévus et des formations techniques seront organisées pour le personnel de l'atelier ainsi que pour les producteurs partenaires

Nassuf Ben Amad

Twamayan ya Maoudou :

Clôture d'un projet de renforcement des associations éducatives

Après plusieurs mois d'activités en faveur des organisations communautaires engagées dans l'éducation, l'association Twamaya ya Maoudou a clôturé, les 23 et 24 mai à Djoiezi Mohéli, son projet de « renforcement des capacités des associations communautaires œuvrant dans l'éducation ». Entre concours de présentation de projets et olympiades réunissant des dizaines d'enfants venus de toute l'île, l'événement a mis en lumière les progrès réalisés par les associations bénéficiaires et l'importance du soutien des partenaires internationaux.

À Djoiezi, l'ambiance était à la fois studieuse et festive durant ces deux journées de clôture organisées par l'association

Twamaya ya Maoudou. Le projet, financé par le Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France, visait à accompagner les organisations communautaires dans le développement de leurs compétences en matière de gestion et de présentation de projets éducatifs. Selon Moustoifa Ahmed Mchinda, directeur des opérations de l'ONG Twamaya ya Maoudou, la première journée a été consacrée à la présentation des projets élaborés par les organisations bénéficiaires. Deux associations communautaires, celle de Bangoma et celle de Djando Malezi Mema, ont exposé leurs initiatives devant les participants.

« Nous avons constaté une réelle évolution dans la rédaction et la présentation des projets au niveau

de ces associations », s'est félicité le responsable associatif, saluant les efforts fournis par les différentes équipes tout au long du programme. La seconde journée a été marquée par des olympiades réunissant plus de quarante enfants de moins de 19 ans venus de plusieurs villes et villages de Mohéli. À travers des activités sportives et éducatives, les jeunes participants ont pu partager des expériences, apprendre à mieux se connaître et renforcer les liens entre communautés. Moustoifa Ahmed Mchinda a également tenu à remercier le SCAC de l'Ambassade de France pour son appui financier depuis 2025, tout en félicitant les associations membres du réseau Twamaya ya Maoudou ainsi que les structures bénéficiaires du projet.

L'association Djando Malezi



Mema a été désignée gagnante du concours de présentation de projets. Une distinction qui vient récompenser la qualité de son travail et son engagement dans le domaine éducatif. Après une première étape organisée à Anjouan, cette clôture à

Mohéli marque la fin officielle du projet, avec l'espoir, selon les organisateurs, de poursuivre d'autres initiatives similaires au service de la jeunesse et de l'éducation communautaire.

Riwad

HABARI ZA UDUNGA

Pour que les "je viens" aient, de temps à autre, envie de rester au pays

Comme tous les ans, à la période des grandes vacances, ceux qui sont partis loin de chez eux, débarqueront dans les îles de la lune. C'est l'occasion, pour les uns et les autres de prendre une grande bouffée d'oxygène, dans le vrai sens du mot. Les raisons qui les amènent de si loin, vers le pays natal, sont nombreuses et variées. On peut les résumer en quelques grandes catégories. Il y a ceux qui viennent pour faire leur grand mariage, en passant par ceux qui veulent rendre une dernière visite

à des parents âgés et bien sûr ceux qui viennent pour passer du bon temps.

D

epuis, un bout de temps, certains responsables s'interrogent sur les impacts de cette arrivée massive et des formidables flux financiers qu'ils génèrent, même si chacun sait que la grande partie de cette manne est utilisée dans des dépenses ostentatoires. Certaines études s'intéressent à ces flux financiers et sur les moyens de les canaliser à terme, vers des pro-

jets de développement. Cependant, tout le monde le reconnaît, qu'en l'absence de structures d'encadrement tant en aval, qu'en amont, il sera difficile de créer un climat de confiance incitant nos compatriotes à verser leur cagnotte dans une besace quelconque, même au nom du développement. Nous ne devons pas nous faire trop d'illusions.

Les "je viens" ont leur vision propre, qu'il convient de mieux connaître, au risque d'enfoncer des portes ouvertes. Pour l'heure, une évidence s'impose. Les sous des

"je viens" sont devenus un cautère sur une jambe de bois, dans une certaine mesure. A nous de trouver des solutions innovatrices, pour que les ressources financières déversées au cours des vacances soient utilisées à bon escient. Pour que l'argent des "je viens" reste au pays, il est nécessaire de fabriquer des filets à petites mailles pour les retenir dans la mesure des intérêts qu'ils pourront en tirer dans cette affaire.

Et cela n'est possible que si nous engageons un véritable dialogue sur le sens que nous voulons

donner au développement de nos îles et que nous prenions des mesures concourant à la transparence des finances publiques. On dit aussi que l'argent a horreur du bruit... de l'instabilité, pourrait-on ajouter. Tout cela, nous impose de construire une vision d'avenir et refuser de vivre au jour le jour. Pour éviter, encore une fois, d'être toujours dans un mouvement de perpétuel retour. Pour que les "je viens" aient, de temps à autre, envie de rester au pays.

Mmagaza

ÉTAT DE SANTÉ DE SAMBI :

Son fils aîné dépêché à son chevet

Muhammad, le fils aîné de l'ancien président Sambu, a spécialement fait le déplacement depuis Ndzuani lundi dernier pour être au chevet de son père, victime de crises d'asthénie généralisée depuis le début du mois. Comme pour ne rien arranger à la situation, les dernières informations qui nous sont parvenues, à l'issue des deux déplacements à Voidjou les 22 et 23 mai du procureur général et d'une équipe de médecins, entre autres, font état d'une tachycardie de 135 bpm.

Si les autorités ont les deux pieds dans le même soulier depuis qu'elles se sont dépêchées à Voidjou pour s'enquérir de la situation de l'ancien président Sambu à la suite de nos révélations sur la dégradation de son état de santé, ce n'est plus le cas de la famille du prisonnier politique, de plus en plus inquiète. Son fils aîné, Muhammad Al Amin Ahmed Abdallah Sambu, est arrivé à Ngazidja ce lundi en provenance d'Anjouan. Un déplacement dicté par la situation sanitaire de son père, dont l'état semble s'empirer de jour

en jour.

En effet, selon nos informations, une délégation d'officiels s'est rendue à la résidence de l'ancien chef d'État, transformée en prison annexe, le vendredi 22 et le samedi 23 mai, dans la foulée des révélations de La Gazette des Comores du 22 mai sur l'état de santé de l'ancien raïs. Elle était composée du ministre de la justice, du procureur général, de la procureure de la République, de deux médecins mandatés par la justice, d'un haut officier de la gendarmerie et, bien évidemment, du

médecin personnel de Sambu.

À l'issue de ces visites, les médecins mandatés par la justice auraient constaté que le rythme cardiaque de l'homme de 67 ans est anormalement élevé, frôlant les 135 battements par minute alors qu'il est affaibli et allongé. Contacté par La Gazette des Comores, le procureur général dit être en attente des « conclusions », sans confirmer ni infirmer ces informations qu'il estime relever du « secret médical ».

Pour rappel, le 5 mai, le médecin personnel d'Ahmed Abdallah Sambu

a été appelé en urgence à la résidence de l'ancien président. Son patient a été victime d'une crise d'« asthénie généralisée » d'installation brutale. Le rapport médical, que La Gazette des Comores a pu consulter, conclut que son pronostic vital est aujourd'hui « compromis » qu'il nécessite une évacuation à l'étranger. Nous ignorons à ce stade si une contre-expertise est planifiée ou non par les autorités. Plus d'infos dans nos prochaines éditions...

TM

REBONDISSEMENT DANS L'AFFAIRE NAICHA

Naicha tuée pour 135 000 francs

Douze personnes ont été interpellées dans le cadre de l'enquête sur le meurtre de Naicha Abdou M'madi, retrouvée morte après avoir disparu dans la nuit du 19 au 20 mai dernier. Parmi elles, deux hommes sont considérés comme les principaux suspects. Selon l'enquête en cours, le crime aurait été prémédité sur fond de dette de 135.000 fc liée à l'achat d'un ordinateur portable jamais livré. Une affaire qui continue de bouleverser l'opinion publique.

Selon les premiers éléments de l'enquête, Fahami Ibrahim, 20 ans, né à Mayotte est présenté comme l'auteur principal, tandis que Attoumani Abdourahmane est poursuivi comme co-auteur. D'après les premiers éléments de

l'enquête, les deux suspects ont avoué avoir transporté le corps de la victime jusqu'à un champ à Malazini aux alentours de minuit, avant de le recouvrir de feuilles sèches de cocotier puis d'y mettre le feu à l'aide d'un briquet pour tenter de le rendre méconnaissable. Le corps sera retrouvé à plus d'un kilomètre du lieu où le crime aurait été commis. Le mobile avancé est financier. La victime avait remis 135 000 francs comoriens à Fahami Ibrahim pour l'achat d'un ordinateur portable jamais commandé. Elle le réclamait sans cesse. « Il a avoué à son ami Attoumani que Naicha le dérangeait pour l'ordinateur et qu'il avait l'intention de la tuer. », déclare notre source. Les deux hommes se seraient alors mis d'accord pour passer à l'acte.

Selon les investigations en cours, le lundi 18 mai, la victime avait repris contact avec Fahami. Ce dernier lui aurait demandé de venir récupérer l'ordinateur, alors même que celui-ci n'avait jamais été acheté. Le mardi 19 mai à 13 heures et 11 minutes, une amie de la victime, Dzidza, l'appelle pour savoir si elle est arrivée à Dzahadjou-Mbadjini. C'est Fahami qui a répondu, selon le témoignage de son ami et co-auteur Attoumani auprès des enquêteurs. « La propriétaire de ce téléphone est partie à Moroni », a-t-il déclaré. Toujours selon l'enquête, Naicha était descendue d'un taxi conduit par un chauffeur surnommé Momo avant d'être accueillie par Fahami puis conduite au domicile d'Attoumani. C'est à cet endroit qu'elle aurait été poignardée mor-

tellement. Sur le déroulement exact des faits, les deux suspects livrent toutefois des versions contradictoires : l'un évoque des coups portés au cou et aux côtes, tandis que l'autre parle de blessures au dos, au crâne et à l'arrière de la tête.

Le mercredi 21 mai, Fahami s'est présenté de lui-même à la gendarmerie nationale. Attoumani a été arrêté le lendemain, alors que les recherches entraînent dans leur troisième jour. « Les deux hommes s'accusent mutuellement », précise notre interlocuteur. Les enquêteurs indiquent également qu'une autre personne pourrait être entendue : un homme qui aurait reçu les aveux des suspects mais qui, jusqu'à présent, ne s'est pas présenté devant les autorités. « Les deux hommes n'avaient qu'une seule intention : la

tuer, car elle réclamait sans cesse sa commande. La victime n'arrêtait pas de réclamer son ordinateur portable à Fahami, au point que ce dernier avait cessé de se présenter à l'hôpital de Fombouni où ils travaillaient. Elle n'a pas été violée ». Au moment où nous bouclons ces lignes, le dossier n'est pas encore transmis au parquet de Moroni. Le corps de la victime a été retrouvé le vendredi, le quatrième jour après les faits. Dans l'attente des suites judiciaires, la famille de Naicha s'apprête à passer l'Aïd dans le deuil, loin des préparatifs habituels. A quand le procès et surtout le verdict dans cette énième affaire de meurtre ?

El-Aniou Fatima

MORT DE FAKRI FARID À MARSEILLE :

Quand l'influenceur MHD légitime la riposte du meurtrier présumé

Fakri Farid, originaire de Mbachile dans le Bambao et marié à une jeune femme de Fombouni dans le Mbadjini, a perdu la vie, le vendredi 22 mai 2026 à Marseille, à l'issue d'une altercation d'une extrême violence. Le drame, survenu dans un contexte de tensions personnelles, continue de bouleverser la communauté comorienne, en France comme aux Comores. Comme pour ne rien arranger à la situation, l'influenceur d'origine comorienne MHD n'a point condamné les faits. Au contraire, il légitime sans sourciller la riposte qui a conduit à la mort de Fakri.

Selon les éléments rapportés, la confrontation aurait débuté par des coups portés par Fakri Farid à un autre homme, soupçonné d'entretenir une relation avec son épouse. Présent sur les lieux, l'influenceur d'origine comorienne connu sous le nom de MHD Prod, a livré sa version des faits sur les

réseaux sociaux. « J'étais là, j'ai tout vu. Fakri l'a frappé une fois, deux fois, puis trois fois et l'homme n'a pas réagi », affirme-t-il. Il poursuit en expliquant que « c'est à la quatrième fois, quand il voulait recommencer, que l'autre a décidé

de se défendre ». La situation bascule alors brutalement. L'homme riposte, projette Fakri au sol et frappe sa tête contre le bitume à plusieurs reprises. Des gestes d'une violence extrême qui entraîneront la mort du jeune de 34 ans.



Dans ses interventions, MHD Prod ne se limite pas à relater les faits. Il adopte une position qui tend à justifier la réaction du présumé meurtrier de Fakri. « Quand quelqu'un te frappe, c'est normal de répondre », déclare-t-il, ajoutant que Fakri « a appris une leçon après avoir frappé trois fois ». Il affirme également avoir été parmi ceux qui empêchaient les amis de Fakri d'intervenir. « Ses amis voulaient venir, mais il y avait quelqu'un pour les retenir, et moi j'étais avec ceux qui les empêchaient d'intervenir », dit-il encore. Dans le même temps, il précise que Fakri « comptait sur ses amis », tout en soulignant que ces derniers étaient alcoolisés et incapables de réagir.

Au sein de la diaspora comorienne en France, l'émotion est vive. Soulé Mouayad, membre de la communauté installé à Marseille confie que « ce qui choque, ce n'est pas seulement la bagarre, mais la manière dont elle s'est terminée ». Selon lui, « répondre à des coups peut arriver, mais là, on est allé trop

loin. À partir du moment où quelqu'un est au sol, il faut séparer les protagonistes ». Il insiste également sur l'environnement du drame. « L'alcool, la tension, les histoires personnelles tout ça peut faire exploser une situation. Mais rien de tout cela ne justifie pas qu'on laisse quelqu'un mourir sans intervenir ».

Aux Comores, la nouvelle a suscité tristesse et incompréhension. Pour un habitant de Ngazidja, « on ne reconnaît pas nos valeurs dans ce genre de scènes ». « Se battre, ça peut arriver, mais il y a des limites. Frapper quelqu'un jusqu'à ce qu'il meure, ce n'est pas une leçon », explique-t-il. Il évoque aussi la question des témoins. « Le plus dur à accepter, c'est que des gens étaient là. Normalement, on sépare, on calme. On ne regarde pas ». Ce drame laisse derrière lui une communauté sous le choc, et le sentiment qu'à plusieurs moments, l'irréparable aurait pu être évité.

Mohamed Ali Nasra

JUSTICE ET DROITS HUMAINS :

Le pays prépare son EPU pour Genève en 2029

Les acteurs du secteur judiciaire et responsables des droits humains ont procédé lundi 25 mai au lancement du processus de mise en œuvre des recommandations issue du 4^e cycle de l'Examen périodique universel (EPU). Un processus devant apporter des réponses aux observations du rapport de 2023 à Genève, pour se conformer aux normes internationales en matière de droits humains.

Le pays doit mettre en œuvre une série de recommandations pour se conformer aux obligations internationales en matière de droits de l'homme. C'est dans ce contexte qu'un atelier a été organisé par le ministère de la justice en charge des droits de l'homme pour la mise en œuvre des recommandations issues du 4^e cycle de l'Examen périodique universel (EPU). Le représentant des PNUD Luca Monge Roffarello a salué la volonté du gouvernement de procé-

der au lancement du processus qui constitue une étape importante dans la poursuite des efforts engagés par le pays en faveur du renforcement de la gouvernance, de la participation citoyenne, et du développement inclusif. « Les questions liées aux droits humains sont étroitement liées aux enjeux de développement. Elles concernent concrètement l'accès équitable aux services de base, la participation citoyenne, la confiance envers les institutions, ainsi que la cohésion sociale. Les recommandations issues de l'EPU peuvent contribuer à accompagner plusieurs priorités nationales, notamment la justice, l'inclusion des jeunes et des femmes, le renforcement institutionnel et la participation citoyenne » a-t-il souligné.

Selon lui, « une part importante des recommandations soutenues par l'Union des Comores dans le cadre du quatrième cycle de l'EPU concerne les questions liées à la paix, à la justice et au renforcement des institutions (...) » On estime



que près de 45% des recommandations sont liées à ces enjeux. « D'autres domaines prioritaires occupent également une place importante, notamment l'égalité de genre avec 18% des recommandations, l'éducation avec 8%, l'emploi et la croissance économique avec 6%, ainsi que la santé et le bien-être avec 5% », devait-il préciser.

Quant au délégué national aux

droits de l'homme Youssouf Ismaël, il a rappelé que cette rencontre « entre dans le cadre de la programmation des points importants soulignés lors de notre dernière rencontre à Genève ». Il s'agit selon lui d'apporter les améliorations souhaitées « avant la prochaine rencontre prévue en 2029 ». Le ministre de la justice a réaffirmé l'engagement du gouvernement de mettre en œuvre

toutes les recommandations validées. « Les défis restent importants, les opportunités le sont également. Cet atelier de réflexion et d'échange est un moyen d'identifier des actions concrètes, réalistes et adaptées au pays. ». Il a été indiqué que le pays est tenu d'améliorer entre autres les conditions de vie en milieu carcéral.

Kamal Gamal

INSÉCURITÉ :

"L'État peut redonner aux Comoriens la tranquillité qu'ils méritent"

Face à la montée de l'insécurité et de la criminalité dans le pays ces dernières années, le douanier Said Abdallah Salim a exprimé son inquiétude. Père de cinq enfants, il affirme ne pas pouvoir rester silencieux face à cette situation. Il a adressé une lettre au chef de l'État afin de lui faire part de ses préoccupations et de proposer trois mesures pour mettre fin à ce fléau.

Ces derniers mois, les actes de vol, d'agression, de cambriolage et de violence urbaine se multiplient à Moroni, Mutsamudu et Fomboni. Cela touche nos familles, nos commerçants, nos étudiants et crée un climat de peur qui freine la vie économique et sociale. Les jeunes eux-mêmes expriment un sentiment d'abandon face à ce phénomène », peut-on lire dans sa lettre.

Il dit comprendre les contraintes budgétaires et structurelles auxquelles le gouvernement est confronté. Toutefois, selon lui, la sécurité demeure la première attente des Comoriens et des Comoriennes. «

Sans sécurité, il n'y a ni investissement, ni éducation, ni confiance dans l'avenir », a-t-il souligné. À ce titre, il propose « trois axes d'action prioritaires » : renforcer la présence et les moyens de la police et de la gendarmerie, notamment par des patrouilles nocturnes régulières dans les quartiers sensibles et une meilleure dotation en véhicules et moyens de communication, accélérer la justice en réduisant les délais

de traitement des affaires pénales afin que les auteurs de crimes ne restent pas impunis, car « l'impunité nourrit la récidive », enfin, miser sur la prévention auprès de la jeunesse à travers des programmes de sport, d'apprentissage et d'insertion professionnelle dans les quartiers à risque, afin d'offrir une alternative à la délinquance.

Il a rappelé au président de la République que, dans chacun de ses

discours, il insiste sur le fait que la stabilité des Comores passe par l'unité et la sécurité du peuple. Il lui demande ainsi d'en faire une priorité absolue dans les prochains mois. Il se dit convaincu que, sous son impulsion, « l'État peut reprendre la main et redonner aux Comoriens la tranquillité qu'ils méritent ».

Nassuf Ben Amad

"Je me permets de vous adresser cette lettre en tant que citoyen préoccupé par la montée de l'insécurité et de la criminalité dans notre pays.



AVIS DE PUBLICATION



Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) aux Comores informe le public qu'il a lancé un appel d'offres pour la réalisation des travaux de construction de la Direction régionale de la sécurité civile de Mohéli.

Le dossier d'appel d'offres est disponible sur les plateformes officielles suivantes :

- Procurement Notice : https://procurement-notices.undp.org/view_negotiation.cfm?nego_id=45366

- UNGM: <https://www.ungm.org/UNUser/Notice/300471>

Le dossier complet ainsi que les instructions y afférentes peuvent être téléchargés via les liens ci-dessus.

Toutes les demandes d'informations doivent être adressées :

- À l'adresse de messagerie Quantum pour les prestataires déjà inscrits sur la plateforme,
- Ou à achats.km@undp.org pour les autres prestataires.

Une conférence préparatoire, suivie d'une visite du site, se tiendra le 20 mai 2026 à 10h00 (GMT+3) dans la salle de conférence de l'hôtel

Faradel à Fomboni/Mohéli, avec possibilité de participation en ligne.

Lien de participation en ligne : <https://teams.microsoft.com/meet/352623117518681?p=NbhOqGX4xeAr6ozNx7>

ID de réunion : 352 623 117 518 681 - Code secret : Lu3jn7ke

Les entreprises intéressées sont invitées à confirmer leur participation par courriel à achats.km@undp.org

Les offres doivent être soumises exclusivement en ligne via le système Quantum du PNUD, à l'adresse suivante : <https://supplier.quantum.partneragencies.org>, au plus tard le 10 juin 2026 à 14h00 des Comores (GMT + 3).

- Référence de l'appel d'offres : ITB UNDP-COM-00215

Veillez accuser réception du dossier d'appel d'offres en utilisant la fonction « Accepter l'invitation » sur Quantum. Cela vous permettra de recevoir toute modification ou mise à jour concernant l'appel d'offres.

FOOTBALL DES JEUNES :

Une détection nationale pour révéler les talents féminins

La Fédération de Football des Comores poursuit son engagement en faveur du développement du football à la base avec le lancement d'une grande campagne nationale de détection dédiée aux jeunes filles. Après l'expérience initiée ces dernières années chez les garçons, la même dynamique est désormais engagée dans le football féminin, avec l'ambition d'identifier, former et accompagner les talents de demain.

Cette opération, pilotée par la Direction technique nationale, en collaboration avec les responsables de la Ligue nationale de football féminin et le coach talent de la FIFA présent aux Comores depuis plusieurs mois, a démarré à Ngazidja les 23 et 24 mai. Quatre sites ont accueilli cette première étape : Hambu Washili, Ntsaweni, Nyumamilima et Mbude ya Djuu. Un choix réfléchi, pensé pour offrir aux jeunes participantes des espaces adaptés, sûrs et favorables à la pratique du football. Pour rappel, ces quatre sites abritent, les mini-stades, FIFA-ARENA au niveau de Ngazidja. Cette détection concerne les jeunes filles âgées de 11 à 14 ans, une tranche d'âge particulièrement importante dans l'apprentissage sportif. Commencer le football tôt permet aux joueuses de

développer plus naturellement les bases techniques essentielles : maîtrise du ballon, coordination des mouvements, conduite de balle, équilibre, orientation du corps, lecture du jeu et rapidité d'exécution. À cet âge, le corps apprend vite, et le cerveau assimile plus facilement les automatismes techniques.

Les éducateurs le rappellent souvent : « Plus l'apprentissage intervient tôt, plus les gestes deviennent naturels avec le temps. Cela constitue un avantage considérable pour la progression future de la joueuse. » Au-delà de la technique, la pratique précoce du football joue également un rôle essentiel dans le développement physique et physiologique des jeunes filles. Elle améliore, la coordination motrice, la vitesse de réaction, l'équilibre, la souplesse, l'endurance, ainsi que la puissance musculaire qui doit être adaptée à l'âge. Commencer très tôt le football, peut aider à stimuler le développement cardio-respiratoire, renforcer les appuis, améliorer la posture et contribuer à une meilleure maîtrise. À travers cette initiative, les dirigeants du football comorien, affichent clairement leur volonté de bâtir l'avenir du football féminin dès la base. Détecter tôt, former tôt et accompagner tôt : telle est la vision portée aujourd'hui par les



responsables techniques. L'objectif est de structurer un véritable parcours de développement pour permettre à ces jeunes joueuses de progresser dans de bonnes conditions, avec l'espoir de voir émerger demain une nouvelle génération capable de porter haut les couleurs des Comores.

Cette tournée nationale se poursuivra prochainement dans les autres îles, afin d'élargir encore davantage le repérage des jeunes talents féminins à travers l'ensemble de l'archipel. En principe, si le calendrier est respecté, le 30 et 31 mai, ça sera au tour des jeunes filles d'Anjouan de passer à la détection,

avant Mwali début juin. Le football féminin comorien doit passer par cette construction, pour espérer avoir la même visibilité que son homologue masculin. Et cette construction commence aujourd'hui, sur les terrains, avec les plus jeunes.

Imtiyaz

UNION DES COMORES

Unité - Solidarité - Développement

Ministère de l'Environnement chargé du Tourisme

DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES FORETS

جمهورية القمر المتحدة
الوحدة - التضامن - التنمية
وزارة البيئة مسؤولة عن السياحة
المديرية العامة للبيئة والغابات

MAVIS D'APPEL D'OFFRE

Ref : N°26-01/MET/DGEF/EBA

A propos de l'institution : La Direction Générale, de l'Environnement et des Forêts est le principal organe administratif de gestion de l'environnement (article 9, loi-cadre sur l'environnement), partenaire d'exécution du projet « **Renforcer la résilience climatique de la zone côtière des Comores grâce à une adaptation fondée sur les écosystèmes (EbA)** »

Adresse : Mde ex-cefader, B.P: 41 Moroni-Comores

Titre du projet : Renforcer la résilience climatique de la zone côtière des Comores grâce à une adaptation fondée sur les écosystèmes (EbA).

Information : Le projet a pour principal objectif de Mettre en place et opérer un **programme d'incubation et d'accélération des MPME** afin de soutenir le développement d'entreprises innovantes et durables contribuant à l'adaptation basée sur les écosystèmes et à l'économie bleue aux Comores. Plus précisément, le programme que mettra en place l'incubateur d'entreprise sélectionné visera à soutenir l'engagement des MPME dans l'économie bleue et à renforcer l'intégration des mesures d'adaptation fondées sur les écosystèmes (AFE) au sein de leurs modèles économiques et de leurs chaînes de valeur. Les activités liées à l'économie bleue incluront des circuits courts dans les secteurs côtiers et de l'économie bleue, en lien avec d'autres enjeux du projet tels que le développement d'une économie locale durable, la limitation des importations

de biens polluants, la réduction des déchets dans les bassins versants et le milieu côtier, ainsi que la réduction de l'empreinte carbone et la protection des écosystèmes. L'ensemble de ces actions contribuera à atténuer les pressions exercées sur les écosystèmes des Comores face aux changements climatiques.

Intitulé de la consultation : Recrutement d'un consultant national pour Mettre en place et opérer un programme d'incubation et d'accélération des MPME afin de soutenir le développement d'entreprises innovantes et durables contribuant à l'adaptation basée sur les écosystèmes et à l'économie bleue aux Comores.

Catégorie : Mise en place et opérer un programme d'incubation et d'accélération des MPME

Type de Marché : Service

Langue requise : Français

Durée de la mission estimative : La durée de la mission est estimée à **48 mois**, couvrant les différentes phases du programme d'incubation.

Le DAO est disponible en cliquant sur le lien suivant:

<https://www.marche-dgef-comores.com> ou en demandant sur l'adresse e-mail suivante : sdpm.dgef.comores@gmail.com

Soumission de dossier : Les soumissionnaires intéressés sont priés de soumettre leurs offres à la

Direction Générale de l'Environnement et des Forêts via la plateforme ci-dessus avec la mention proposition technique et la mention proposition financière au **plus tard le 8 juillet à 9h00.**

L'ouverture des plis aura lieu **8 juillet 2026 à 10h00** précise à la salle de conférence de la Direction Générale de l'Environnement et des Forêts par le comité d'ouverture de plis, en présence des représentants des soumissionnaires.

Documents requis :
Proposition technique :

- * Une présentation de l'organisation et des expériences similaires ;
- * CV des experts clés ;
- * La méthodologie d'intervention ;
- * Le registre du commerce et du crédit immobilier
- * Quitus fiscal
- * Attestation de bonne exécution (précédant expérience)

Proposition financière

- * Budget détaillé de l'offres
- * Justificatif de la capacité financière
- * Garantie de l'offre de 3 594 800

CLÔTURE DU PROJET SEPAREF

Un véritable système semencier national est désormais possible

Organisé hier dans un hôtel de la place, en présence des autorités nationales, des partenaires techniques et financiers, des acteurs du monde agricole et des bénéficiaires, l'atelier de clôture a permis de dresser le bilan d'un projet considéré aujourd'hui comme une référence dans le secteur agricole comorien.

Le ministère de l'Agriculture et la Représentation de la Fao, ont officiellement procédé à la clôture du Projet de Renforcement de l'état de préparation et de la réponse d'urgence à la crise alimentaire aux Comores (SEPAREF), une initiative mise en œuvre sous le leadership du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Artisanat avec l'appui technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le financement de la Banque Africaine de Développement. Doté d'un financement de plus de 2,5 millions de dollars américains, le projet avait pour objectif de renforcer durablement le système semencier national afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la résilience agricole des Comores face aux crises et aux changements climatiques.

Au cours de la cérémonie, qui a vu la participation du SGA du

ministère de l'Agriculture M. Ahamada Djoubeire, du directeur national des Stratégies agricole Dr Mohamed Fouad et du chef du bureau de la FAO aux Comores M. Radonirina Ioniirilala, les responsables du projet ont salué des résultats jugés « concrets et structurants » pour le pays. Plus de 306 agents ont été formés dans le développement de la filière semencière à travers le pays, tandis que 87 autres agents ont bénéficié de formations sur la gestion de plateformes digitales et les systèmes de collecte de données. Sur le plan agricole, le projet a permis la production de 468 tonnes de semences de maïs, de plus de 12 millions de boutures de manioc ainsi que l'introduction de 43 nouvelles variétés précoces de pois d'Angole adaptées au contexte local, sans oublier deux nouvelles variétés de pomme de terre.

Les responsables ont souligné que ces résultats représentent bien plus que des volumes agricoles. Ils traduisent une amélioration de la résilience des producteurs, une plus grande autonomie alimentaire et de nouvelles opportunités économiques pour les communautés rurales. Le projet a également eu un impact important en matière d'emploi. Selon les chiffres présentés lors de l'atelier, il a généré 204 emplois



directs et plus de 365 emplois indirects, avec une forte participation des femmes, représentant près de la moitié des bénéficiaires. Les différents intervenants ont insisté sur le fait que le projet a surtout démontré qu'un véritable système semencier national est désormais possible aux Comores. Avant le lancement du projet, ce secteur restait peu structuré et fortement dépendant de ressources extérieures.

Malgré ces avancées, plusieurs

défis demeurent, notamment le renforcement de la législation semencière, la structuration du marché, l'amélioration des mécanismes de certification et le financement durable des acteurs locaux. Le Gouvernement comorien a ainsi réaffirmé sa volonté de poursuivre les efforts engagés à travers la mise en œuvre de la stratégie nationale semencière, la création d'un organe national autonome de certification et l'harmonisation des normes avec les

espaces régionaux comme la Southern African Développement Community et le Common Market for Eastern and Southern Africa. Les partenaires ont, de leur côté, réitéré leur engagement à accompagner le pays dans la consolidation des acquis du projet et le développement d'une agriculture plus moderne, résiliente et souveraine.

Mmagaza



Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique
PLAY International Comores

Projet d'appui à la Promotion de l'Éducation Physique et Sportive (PEPS 2)

Recrutement d'un cabinet d'audit pour la certification des états financiers de PLAY International Comores, conformément au système comptable OHADA

Date de publication : 22.mai.2026

Date limite de soumission : 05. Juin.2026

Référence : Projet d'appui à l'Éducation Physique et Sportive phase 2 (PEPS 2).

1. Le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement, de la Recherche Scientifique, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle (MENERSFIP) avec l'appui de l'Agence Française de Développement (AFD), met en œuvre le Projet d'Appui à la Promotion de l'Éducation Physique et Sportive phase 2 (PEPS 2). Ce projet est réalisé avec le soutien de l'ONG PLAY International, désignée par le MENERSFIP comme maître d'ouvrage délégué. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, une partie des fonds alloués sera destinée au recrutement d'un cabinet d'audit, pour la certification des états financiers de PLAY International Comores.

2. PLAY International invite les soumissionnaires éligibles à présenter leurs offres pour la candidature d'un auditeur dans le cadre du projet PEPS 2. Les soumissionnaires peuvent obtenir les termes de références auprès de PLAY International, sise au Boulevard Karthala, en face de la Cour Suprême, Moroni, Petite Coulée, du lundi au ven-

dredi de 8h00 à 11h00, ou sur demande écrite à l'adresse : bureau-comores@play-international.org.

3. La date limite de soumission des offres est fixée au 5. Juin.2026 à 15h00. Les offres devront être déposées sous pli fermé à l'adresse de PLAY International à Moroni, sise au Boulevard Karthala, en face de la Cour Suprême, Moroni, Petite Coulée, ou transmises par courriel à l'adresse suivante : bureau-comores@play-international.org. Les offres doivent comprendre une déclaration de garantie de soumission.

4. Les instructions aux soumissionnaires et les Cahiers des Clauses Administratives et Générales sont ceux du Document Type d'Offres pour la Passation de Marchés de Fournitures de l'AFD. Les offres doivent comprendre une déclaration d'intégrité.